Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 24/07/2026
Publié le
ID : 022-212201610-20260629-D202606001CCAS-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE PABU
SÉANCE DU 29 JUIN 2026

Le Conseil d'administration du centre communal d'actions sociales de PABU dûment convoqué par le Maire, s'est réuni le 29 juin 2026 à 18 heures 30, sous la présidence de Monsieur Guillaume LOUIS, Maire.

Date de convocation : 19/06/2026

MEMBRES PRÉSENTS :

M. Guillaume LOUIS, Mme Cinderella MARCHAND, Mme Catherine ANDRÉ, Mme Jamila KARROUMI, Mme Denise THOMAS, M. Philippe TOURBOT, Mme Isabelle BRIAND, Mme Danielle HENRY, Mme Lénaïg NICOLAS, Mme Marie-Annick LE FOLL, Mme Maryvonne MONNIER, Mme Anne-Marie GUILLOU.

MEMBRES ABSENTS : Mme Christine BECHET, M. Patrice BOGAS, Mme Jennifer FLEUROT, Mme Sandrine LE FEVRE, M. Anthony SIMON.

POUVOIRS :

Mme Christine BECHET : procuration à Mme Anne-Marie GUILLOU

Mme Jennifer FLEUROT : procuration à Mme Cinderella MARCHAND

Mme Sandrine LE FEVRE : procuration à M. Guillaume LOUIS

Soit, membres en exercice : 17 ; membres présents : 12 ; membres votants : 15

SECRETAIRE DE SEANCE : Candice BARTHÉLEMY

DELIBERATION N° 2026-06-001 : DESIGNATION SECRETAIRE DE SEANCE

Conformément au Code de l'action sociale et des familles, les membres du conseil d'administration peuvent désigner un agent du CCAS en tant que secrétaire de séance. Madame Cinderella MARCHAND, vice-présidente, propose que l'agent chargé de la mise en œuvre des actions sociales, soit secrétaire de séance par défaut et qu'en cas d'absence un membre du conseil d'administration sera désigné.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré :

DESIGNE Candice BARTHÉLEMY, agent administratif, comme secrétaire de séance

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 24/07/2026
Publié le
ID : 022-212201610-20260629-D202606001CCAS-DE

Vote du conseil d'administration :

Pour : 15 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Fait et délibéré en mairie les, jour, mois et an susdits,

MAIRIE DE PABU
CÔTES D'ARMOR

Pour copie conforme
Le Président
GUILLAUME LOUIS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.